

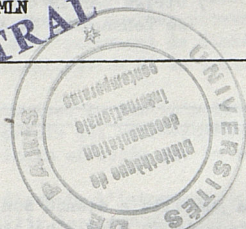
RADIO VENCEREMOS

señal de libertad



SERVICE D'INFORMATION DE RADIO VENCEREMOS VOIX OFFICIELLE DU FMLN
SEMAINE DU 21 AU 27 NOVEMBRE 1983

CETRAL



NOUVELLES BREVES

REDDITION DE 135 SOLDATS DE L'ARMÉE.

Radio Venceremos annonça la reddition d'une compagnie entière de l'armée gouvernementale. Celle-ci s'est produite à la suite des combats qui se sont déroulés dans la localité de Anamorós (180 km à l'est de la capitale) au nord du département de La Unión. Radio Venceremos précise que la compagnie a été attaquée très tôt le dimanche 20 novembre par le détachement nord de la brigade Rafael Arce Zablah du FMLN.

135 effectifs militaires, dont le chef de la compagnie et deux sous-officiers ont été fait prisonniers.

Parmi l'armement que la compagnie a remis aux insurgés se trouvaient 150 fusils G-3 y M-16, avec plus de 50.000 cartouches, 4 lance-grenades M72, une mitrailleuse, un mortier de 81mm plus 36 grenades, un canon de 90 mm avec de nombreux projectiles et 3 appareils de radio communication militaire.

Radio Venceremos a considéré cette action comme l'opération de plus grande envergure réalisée par le FMLN en ce qui concerne les récupérations d'armes et de prisonniers.

Les porte-paroles de l'armée salvadorienne n'ont avancé aucun bilan des pertes, se limitant à promettre un rapport pour le lendemain.

DES TROUPES HONDURIENNES ATTAQUENT.

Radio Venceremos informa que les forces de l'armée hondurienne ont attaqué récemment la localité salvadorienne, Tierra Agría, situé à la frontière, provoquant la mort d'un paysan. Le nombre exact de victimes parmi la population civile n'a pas encore été déterminé.

ACTIVITE MILITAIRE DU FMLN

En fin de semaine dernière, les forces du FMLN ont réalisé des opérations dans les départements de Cabañas et San Vicente (centre du pays) au cours desquelles ils ont causé 22 morts à l'armée, fait 25 prisonniers de guerre et récupéré 51 fusils.

Radio Venceremos annonça également que les forces du FMLN continue à contrôler les routes et un grand nombre de localités et de communes, abandonnées par les garnisons militaires, dans les départements de La Unión, Usulután, et au sud de San Miguel.

* * * *

Dans la région de Puerto Parada (département d'Usulután) les forces de la brigade Rafael Arce Zablah ont causé huit pertes aux troupes du bataillon "Atonal" et capturé 10 de leurs effectifs, dont un officier.

Dans le département de Morazan, à Sociedad et ses alentours, les mêmes forces de guérilla ont délogé le bataillon de chasseurs "Gerardo Barrios" de leurs positions.

MASSACRE.

Le FMLN a révélé que le massacre de la population civile, le 4 Novembre, dans les cantons de Copapayo (département de Cuscatlan) et à San Nicolas et la Esconeta de Cabanas, a été commis par le bataillon "Atlacatl"**, laissant un total de 200 paysans assassinés. Après avoir concentré les paysans, les troupes de ce bataillon, entraînés par les Etats-Unis, déchargèrent leur mitrailleuse M-60 de fabrication américaine; pour commettre ce crime ils

40 P. 13001

ont bénéficié de l'appui de la force aérienne salvadorienne.

D'après les premières listes de victimes établies, 47 enfants ont trouvé la mort dans ce cruel massacre et 11 familles ont été complètement exterminées.

Le gouvernement d'Alvaro Magaña essaie d'éviter que se réalisent les enquêtes, cependant plusieurs journalistes, dont américains se sont rendus sur les lieux du crime et ont confirmé le massacre. Le FMLN, pour sa part, a appelé les organisations internationales à mener une enquête sur place.

*) Dirigé par le colonel Jose Domingo Monterrosa, responsable de la tuerie indiscriminée de Tenancingo il y a plus de 2 mois.

POUVOIR POPULAIRE.

La guérilla a étendu son contrôle à d'autres villes du pays, spécialement dans les départements du nord: Chalatenango, Cabañas et Usulután au sud.

De même à l'est du pays dans les départements de San Miguel et Morazán de nombreuses villes appartiennent pratiquement à la guérilla, sans que la force armée ait pu les récupérer.

Mises à part ces localités, où l'autorité locale est aux mains du FMLN, on continue à susciter la prise de villages au sud-est du pays comme par exemple: Concepción de Batres, Ereguayquín et Santa Elena dans le département d'Usulután.

En ces temps où de nombreux paysans se consacrent à la récolte du café, premier produit d'exportation du pays, l'armée affirme avoir déployé de grands contingents de troupes pour protéger les travailleurs, spécialement à l'est du pays qui est la zone la plus conflictive du territoire.

Mais la guérilla maintient son contrôle sur quelques zones productrices de café, les départements de San Miguel et Usulután, selon le quotidien conservateur "La Prensa Grafica".

Le FMLN fait circuler des tracts où il soutient qu'il contrôle la récolte de café, qu'il fixe les salaires et assure la sécurité des personnes qui se consacrent à la récolte du grain en imposant ses conditions aux propriétaires des exploitations productrices.

Ces conditions sont les suivantes:

- le FMLN établit une journée de travail de sept heures du lundi au vendredi, et un salaire de base de 5.60 dollars par jour ou sept dollars par quintal de café récolté.

- le paiement du salaire à cent pour cent les samedis et dimanches et les jours d'absence pour maladie ou raison justifiée - ainsi que le paiement à deux cent pour les heures supplémentaires.

"...Il est urgent et indispensable de développer un mouvement de masse sur la base d'un accord pour la défense du droit des peuples d'Amérique Centrale et des Caraïbes à disposer d'eux-mêmes.... IL FAUT CONSTRUIRE PARTOUT UNE IMMENSE CHAÎNE DE SOLIDARITE, QUI RENVERSE LES OBSTACLES ET LES HAÏNES.

Mais dans l'immédiat, nous devons empêcher que cet élan soit brisé, qu'une fois encore la loi du plus fort triomphe. C'est pour cela que vendredi et samedi derniers dans la plupart des régions de France, de Marseille à Lille, et de Besançon à Quimper, il y a eu plusieurs dizaines de meetings et de manifestations. C'est pour cela que nous étions plusieurs milliers à Paris devant l'Ambassade des Etats-Unis..."

Extrait du message de solidarité des organisations non-gouvernementales et de solidarité en France au meeting contre l'intervention en Amérique Centrale et les Caraïbes, le 21 Nov. 1983.

S O L I D A R I T E

A WASHINGTON...

Des dizaines de milliers de nord-américains se sont réunis à Washington D.C. pour exiger que cesse l'intervention nord-américaine en Amérique Centrale et les Caraïbes.

Les informations parvenues de Washington à la correspondance de Radio Venceremos en France, rendent compte d'une manifestation caractérisée par son ample représentativité ainsi que sa grande combativité.

La concentration, estimée officiellement à 50.000 personnes, s'est produite dans un parc situé derrière la Maison Blanche, lieu de rencontre des trois grandes marches provenant de trois endroits différents de Washington. La première partait du département de Santé et Services Sociaux, la seconde des Service d'Immigration et Naturalisation et la troisième du département d'Etat.

A chaque point de départ se réalisèrent des rassemblements avec la participation d'acteurs, d'artistes et d'orateurs qui mentionnèrent quelques points précis qui correspondent aux principales revendications de nos peuples et du peuple nord-américain affectés par la politique guerrière de l'administration Reagan:

- le premier point dénonçait le coût social et économique élevé de l'intervention.
- le second, la politique qui consiste à refuser d'accueillir les personnes qui fuient la violence pratiquée sous l'œil bienveillant des Etats-Unis lui même dans la région.
- le troisième point dénonçait l'injustice et la violation des droits de l'homme provoqués par l'intervention.

Plus d'un centaine d'organisations sociales, politiques, religieuses, de solidarité, de défense des droits civiques et organisations pacifistes, participèrent au rassemblement; on pouvait y voir des gens de toutes les couches sociales et de tous les âges.

Lors du rassemblement à la Maison Blanche, le maire de Washington souhaita la bienvenue aux manifestants. D'autres orateurs participèrent également; un représentant du Syndicat des Travailleurs Agricoles; un représentant d'église nord-américaine; le candidat afro-nord-américain à la présidence Jesse Jackson, ainsi que des représentants des mouvements de paix et des mouvements de libération des différents pays de la région. Le Dr. Charlie Clemens, ex-combattant du Viet-Nam qui s'était incorporé comme médecin dans les zones de contrôle du FMLN, a également apporté son témoignage.

Une dirigeante importante du mouvement pro-femme et pro-paix, au cours de son intervention, manifesta sa préoccupation en ce qui concerne la militarisation de l'économie nord-américaine "qui a pour conséquence un taux élevé de chômage"; pour "les voisins d'Amérique Centrale qui sont en train de se faire massacrer inutilement par un gouvernement (celui des Etats-Unis) qui refuse les négociations", et pour ce gouvernement "qui répond à chaque problème par la force militaire."

Cela fait peur, ajouta-t-elle, "de penser que depuis la seconde guerre mondiale nos gouvernements ont déjà menacé 16 fois de pratiquer la guerre nucléaire. Quand on pointe le pistolet sur la tempe de quelqu'un, il n'est pas besoin de tirer, car l'arme est déjà utilisée".

Cette voix est une alerte du peuple nord-américain qui doit être reprise par tous les peuples du monde; Radio Venceremos salue la solidarité active du peuple nord-américain.

A PARIS...

Le lundi 21 Novembre s'est déroulé, au Palais de la Mutualité à Paris, un acte combatif de solidarité avec l'Amérique Centrale et les Caraïbes.

Le meeting, convoqué par les principales forces politiques, syndicales et organisations non gouvernementales françaises, constitua une manifestation décisive contre l'escalade interventionniste des Etats-Unis, dont le prologue fut l'invasion de Grenade.

Les représentants de chaque pays concerné participèrent à cette soirée; Ernesto Cardenal du Nicaragua; Denis Bartholomew de Grenade; Antonio Martínez du FMLN-FDR du Salvador; Pedro Esquina du CUC (Comité d'Unité des Paysans) du Guatemala et l'Association France-Cuba.

Au cours de leurs interventions les délégués firent référence à l'escalade interventionniste des Etats-Unis dans la région à la suite de l'invasion de Grenade et manifestèrent leur désaccord avec la politique guerrière de l'administration Reagan.

Diverses organisations syndicales, politiques et de solidarité françaises et d'autres pays ont envoyé des communiqués pour manifester leur soutien à cette manifestation.

CONFERENCE DE PRESSE sur l'Université du Salvador par le recteur Miguel Angel Parada, à Paris.

Au cours de cette conférence le recteur a informé, les différents organismes présents, sur la situation actuelle de l'université du Salvador.

Jusqu'à maintenant le gouvernement n'a pas permis la réouverture de l'université, malgré le décret qui l'autorise, l'une des conditions que pose le gouvernement est qu'elle ne rede-vienne pas "le foyer de subversion". Aujourd'hui l'université doit fonctionner hors du campus avec seulement six milles étudiants inscrits, au lieu de 30 milles avant l'inter-vention de l'armée.

Nombreux sont les membres de la communauté universitaire qui ont déjà souffert la répres-sion de la part des escadrons de la mort, accusés d'appartenir aux organisations politico--militaires de gauche.

" L'université représente le dernier réduit de l'opposition démocratique, elle est le symbole de la résistance civique. Cependant nos forces s'épuisent, nous avons besoin du souffle de la solidarité ", a-t-il ajouté.

Au cours de sa tournée en Europe, le recteur s'est fixé les objectifs suivants:

- a) Divulguer et informer sur la situation de l'université du Salvador.
- b) Etudier les possibilités de coopération scientifique et technique.

Domaines et types de coopération recherchés:

- a) Coopération académique.
- b) Echanges de professeurs
- c) Programmes de bourses.
- d) Assistance bibliographique.
- e) Coopération matérielle pour restituer le patrimoine universitaire détruit.

Il existe une liste de priorités par faculté.

Des milliers personnes ont répondu a l'appel du samedi 19 Novembre 1983 de la manifesta-cion organisée devant l'ambassade des Etats-Unis pour protester contre l'intervention yankee en Amérique Centrale et les Caraïbes.

"...penser que depuis la seconde mondiale nos gouvernements ont déjà menacé 16 fois de pratiquer la guerre nucléaire. Quand on pointe le pistolet sur la tempe de quelqu'un, il n'est pas besoin de tirer, car l'arme est déjà utilisée".

Extrait du message du Mouvement Pro-Femme et Pro Paix lors du meeting à Washington D.C. Etats-Unis, le 12 Nov. 1983.

CORRESPONDANCE
R. VENCEREMOS
52 rue de Crimée
75 019 Paris
tél.: (1) 245 43 26